

**Penser la nation québécoise sous la direction de
Michel Venne, Montréal, Québec Amérique, 2000,
Collection Débats, 309 p.**

Jocelyn Maclure

Judiciarisation et pouvoir politique
Volume 19, numéro 2-3, 2000

URI : id.erudit.org/iderudit/040236ar

DOI : [10.7202/040236ar](https://doi.org/10.7202/040236ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN 1203-9438 (imprimé)
1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jocelyn Maclure "Penser la nation québécoise sous la direction
de Michel Venne, Montréal, Québec Amérique, 2000,
Collection Débats, 309 p.." *Politique et Sociétés* 192-3 (2000):
278–281. DOI : [10.7202/040236ar](https://doi.org/10.7202/040236ar)

Tous droits réservés © Société québécoise de science
politique, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services
d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous
pouvez consulter en ligne. [[https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-
dutilisation/](https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/)]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université
de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour
mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Penser la nation québécoise

sous la direction de Michel Venne, Montréal, Québec Amérique, 2000, Collection Débats, 309 p.

Heureuse initiative que celle du Programme d'études sur le Québec de l'université McGill et du journal *Le Devoir*. On se rappellera que chaque samedi de l'été 1999, *Le Devoir* a ouvert sa page «Idées» à une quinzaine d'intellectuels québécois afin qu'ils exposent et partagent avec le lectorat du

quotidien montréalais leur vision de la nation québécoise. C'est ainsi que les théoriciens et théoriciennes de la nation, c'est-à-dire ceux et celles qui mettent en récit l'expérience de la collectivité québécoise afin de lui donner réalité, ont accepté de s'exposer au regard critique de milliers de lecteurs et citoyens, désireux de comprendre la reconfiguration de la nation québécoise en tant que lieu identitaire et espace démocratique et, ce faisant, d'y participer. Les intellectuels et les lecteurs réunis dans les pages du *Devoir* ont donc contribué à faire avancer un peu plus cette vaste discussion collective au sujet de ce que nous sommes et de ce que nous voulons devenir. Le tout a culminé à la fin de l'été dans un colloque où près de 500 personnes (sans compter ceux et celles qui suivaient, depuis le web, l'évolution des débats) sont venues entendre les intellectuels en question et échanger avec eux. Il s'agit d'un autre moment dans ce processus interne d'auto-interprétation et d'autodétermination stimulé, d'un côté, par la mondialisation et, de l'autre, par l'évolution problématique du fédéralisme canadien.

En menant ce projet à terme, Michel Venne et ses collaborateurs ont tenté de relever le défi du pluralisme de deux façons. D'abord, des universitaires venant d'horizons disciplinaires les plus divers ont été sollicités: philosophes, historiens, sociologues, théologiens, juristes, politologues ou anthropologues ont dû essayer de se faire comprendre par leurs collègues des autres disciplines. Ensuite, M. Venne et son équipe ont tenté de relever le défi du pluralisme en choisissant délibérément des interprètes de la condition identitaire québécoise qui allaient eux-mêmes représenter un Québec pluriel et complexe. Puisque les nations ne peuvent être disjointes de leur(s) narration(s), l'image d'une nation québécoise plurielle, multiculturelle, plurinationale et métissée s'est trouvée par le fait même solidifiée. Il y avait là un parti pris clair, limpide et, à mon sens, justifié. De plus, comme le rappelle Danielle Juteau (p. 202), penser le Québec comme *nation* est un acte politique. C'est aux peuples ou aux nations que, selon les conventions, le droit à l'autodétermination est conféré.

Force est d'admettre toutefois que l'on aurait pu regrouper un noyau de gens encore plus divers (et représentatif). Que penser du fait que l'on retrouve deux femmes et un Québécois issu de l'immigration parmi les 16 personnes qui ont été invitées à contribuer au livre collectif? Et pourquoi ne pas avoir demandé à un Roméo Saganash, un Ghislain Picard ou à un Georges Sioui de nous livrer leurs impressions sur l'entreprise de reconceptualisation de la nation québécoise? Denys Delage a beau se consacrer depuis fort longtemps à la présence autochtone au Canada, au Canada français et au Québec, cela ne change strictement rien au fait qu'aucun autochtone n'ait été appelé à parler de sa propre *voix* au sujet de cette nation québécoise inclusive. Et pourquoi ne pas avoir demandé les impressions d'un Anglo-Canadien qui s'intéresse à la question du Québec (il n'en manque pas, pensons à Will Kymlicka, Phil Resnick, James Tully, John Saul, etc.)? La présence d'un seul néonationaliste ou nationaliste mélancolique (Serge Cantin) était-elle suffisante? Et l'absence d'un ou d'une intellectuel(le) antinationaliste était-elle légitime, puisqu'il y a bel et bien des gens au

Québec qui endossent ce discours et qu'aux dires de M. Venne aucune position n'était *a priori* exclue ? Cela étant dit, il faut admettre que chaque liste, peu importe sa composition, aurait comporté des problèmes et créé une certaine part d'exclusion.

Il est évidemment impossible ici d'explorer chacun des textes regroupés dans *Penser la nation québécoise*. Par contre, cette collection se veut peut-être l'építome de l'élévation d'un nouveau paradigme dans les représentations de la nation québécoise: celui de la nation inclusive. Ce n'est un secret pour personne que les thèmes de l'authenticité et de l'inclusion/exclusion constituent le talon d'Achille du mouvement néonationaliste et indépendantiste qui a pris son envol dans les années 1960 et 1970. Or, de nos jours, les intellectuels qui se déclarent ouvertement souverainistes, tels Gérard Bouchard et Michel Seymour, conjuguent leur projet politique avec la nécessité de penser une nation québécoise plurielle et inclusive. Il faut toutefois conclure que la démonstration de G. Bouchard selon laquelle il serait possible de construire au Québec une large « coalition nationale » en rejetant la « thèse plurinationale », c'est-à-dire la conception d'un Québec fondé sur la coexistence et le croisement de différentes nations, n'est pas concluante (Gilles Bourque abonde d'ailleurs dans le même sens à la page 166). En bref, l'exercice de « déconstruction » que veut mener G. Bouchard ne va malheureusement pas assez loin. De façon plus générale, il est possible d'opposer les propositions inclusives mais plus unitaristes de Gérard Bouchard, Serge Cantin, Marc Chevrier et peut-être Daniel Jacques (voir l'accent qu'il met sur la fondation « réussie » et « véritable » du Québec) à celles plus sensibles aux identifications nationales déjà en place de Gilles Bourque, Charles Taylor, Michel Seymour, Jocelyn Létourneau et Jane Jenson.

Bien d'autres thèmes et contributions auraient mérité d'être soulignés (les textes de Létourneau et Beauchemin sont particulièrement riches en éléments susceptibles de faire avancer la réflexion sur la nation québécoise). Par exemple, on retrouve à plusieurs endroits le postulat voulant qu'à l'heure de la mondialisation, la nation constitue notre « seul lieu proprement politique » (D. Jacques, p. 84; voir aussi les textes de M. Venne et G. Bouchard). Or, principalement en raison de la multiplication des axes d'identification collective et du caractère souvent transnational des problèmes contemporains, les sites de l'agir politique et les espaces démocratiques se décuplent au rythme de l'accélération de la globalisation. Enfin, le paradigme de la *reconnaissance* de la nation québécoise par le Canada demeure un thème fétiche chez les théoriciens et théoriciennes de la nation québécoise (voir les textes de M. Seymour, J. Beauchemin, G. Bourque et D. Jacques). Or, si les travaux de C. Taylor nous ont montré l'importance de la reconnaissance dans le façonnement de l'identité moderne, il nous reste à penser ce que signifie (politiquement et institutionnellement) la reconnaissance d'une identité fuyante, labile, fluide et qui se refuse à se voir figée dans une structure de reconnaissance définitive.

Au-delà de tout cela, on ne peut que se réjouir de l'initiative de Michel Venne, du *Devoir* et du Programme d'études sur le Québec. Cette initiative,

puisque'elle a débouché sur un débat collectif de grande qualité et sur un livre incontournable pour tous ceux et celles qui tenteront de saisir les contours de la nation québécoise et d'en comprendre le caractère, mérite d'être saluée.

Jocelyn Maclure
Université de Southampton